

Convention collective nationale

IDCC : **7024** | **PRODUCTION AGRICOLE ET CUMA**  
**(15 septembre 2020)**

---

Convention collective

IDCC : **8532** | **ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES ET RURAUX**  
**(Bretagne)**  
**(13 juin 1991)**

(Étendue par arrêté du 16 décembre 1991,  
*Journal officiel* du 31 décembre 1991)

---

## Avenant n° 1 du 5 juillet 2024

NOR : AGRS2497090M

IDCC : 7024, 8532

---

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles FRSEA de Bretagne ;**  
**Fédération des coopératives d'utilisation de matériels agricoles CUMA de**  
**Bretagne ;**

**Fédération des entrepreneurs des territoires EDT de Bretagne,**  
d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**Union professionnelle régionale agricole CFDT de Bretagne, UPRA CFDT de**  
**Bretagne ;**

**Fédération CFTC Agri ;**

**Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et des**  
**secteurs connexes FGTA FO ;**

**Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles SNCEA CFE-CGC,**  
d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

### Préambule

Le présent avenant élargit le champ d'application professionnel de l'accord collectif régional du 30 août 2023 relatif aux cotisations « Accompagnement emploi formation – Comité d'entreprise des salariés agricoles » et « Accompagnement emploi formation – Comité d'œuvres sociales

des salariés agricoles » applicable dans les exploitations et entreprises agricoles de certains départements de Bretagne (étendu par arrêté du 10 avril 2024 – *Journal officiel* du 18 avril 2024).

Il intègre dans un même accord tous les secteurs professionnels concernés par les cotisations « Accompagnement emploi formation – Comité d'entreprise des salariés agricoles » et « Accompagnement emploi formation – Comité d'œuvres sociales des salariés agricoles ».

Le présent avenant est conclu conformément aux dispositions de l'article 5 de l'accord national du 4 décembre 2012 sur la mise en place d'un dispositif agricole d'accès à des actions sociales et culturelles et création de l'ASCPA.

## **Article 1<sup>er</sup> | Modification du champ d'application professionnel**

L'article 1<sup>er</sup> est modifié comme suit :

### **« Article 1<sup>er</sup> | Champ d'application professionnel**

Le présent accord est applicable :

- aux exploitations et entreprises agricoles ayant une activité définie à l'article L. 722-1 1° du code rural et de la pêche maritime :
  - à l'exception des centres équestres, entraîneurs de chevaux de courses, champs de courses et des parcs zoologiques ;
  - à l'exception des entreprises relevant de l'accord national sectoriel des entreprises d'accoupage et de sélection du 7 juin 2021 – IDCC 7009 ;
  - à l'exception des entreprises relevant de l'accord du 18 mars 2022 d'adaptation au secteur de l'arboriculture de l'Ouest de la France de la convention collective nationale du 15 septembre 2020 – IDCC 8526 ;
- aux coopératives d'utilisation de matériel agricole ;
- aux entreprises de travaux agricoles et ruraux et forestiers relevant de l'accord collectif du 13 juin 1991 concernant les entreprises de travaux agricoles et ruraux de Bretagne – IDCC 8532.

#### **1.1. Exclusions**

Conformément aux dispositions énoncées à l'article liminaire, sont exclues du présent accord :

- pour le département du Morbihan, les exploitations de maraîchage (telles que définies par la convention collective du 20 novembre 1987 applicable aux exploitations maraîchères d'Ille-et-Vilaine et du Morbihan – IDCC 8534 – étendue par arrêté ministériel du 17 juin 1988 – *Journal officiel* du 30 juin 1988) ;
- pour le département des Côtes-d'Armor, les exploitations d'horticulture, de pépinières, de maraîchage (telles que définies par la convention collective de travail du 15 décembre 1983 applicable aux exploitations d'horticulture, de pépinières et de maraîchage du département des Côtes-d'Armor – IDCC 9222 – étendue par arrêté du 30 mars 1984) ;
- les prestataires de services avicoles relevant de l'accord collectif du 13 juin 1991 concernant les entreprises de travaux agricoles et ruraux de Bretagne – IDCC 8532. »

## **Article 2 | Dénomination**

L'intitulé de l'accord collectif régional du 30 août 2023 relatif aux cotisations « Accompagnement emploi formation – Comité d'entreprise des salariés agricoles » et « Accompagnement

emploi formation – Comité d’œuvres sociales des salariés agricoles » applicable dans les exploitations et entreprises agricoles de certains départements de Bretagne est modifié comme suit :

« Accord collectif régional du 30 août 2023 relatif aux cotisations “Accompagnement emploi formation – Comité d’entreprise des salariés agricoles” et “Accompagnement emploi formation – Comité d’œuvres sociales des salariés agricoles” applicable dans les exploitations agricoles, les CUMA, les entreprises de travaux agricoles et forestiers de certains départements de Bretagne. »

### **Article 3 | Modification de l’annexe I**

L’annexe 1 prévue à l’article 10 de l’accord collectif régional du 30 août 2023 relatif aux cotisations « Accompagnement emploi formation – Comité d’entreprise des salariés agricoles » et « Accompagnement emploi formation – Comité d’œuvres sociales des salariés agricoles » est remplacée par l’annexe au présent avenant.

### **Article 4 | Dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés**

Le présent avenant a vocation à s’appliquer à toutes les entreprises visées par l’accord, quel que soit leur effectif, en application de l’article L. 2261-23-1 du code du travail. Le présent avenant ne comporte pas de stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

### **Article 5 | Dépôt, publicité et extension**

La partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord le notifie à l’ensemble des organisations représentatives à l’issue de la procédure de signature.

Il est établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l’article L. 2231-6 et suivants du code du travail.

Les parties signataires demandent l’extension du présent accord qui sera déposé à la DREETS de Bretagne.

### **Article 6 | Entrée en vigueur**

Le présent avenant entre en vigueur le premier jour du mois suivant la publication de son arrêté d’extension.

*Fait à Rennes, le 5 juillet 2024.*

(Suivent les signatures.)

## Annexe 1 Normes conventionnelles territoriales et sectorielles préexistantes substituées

Conformément aux dispositions de l'article liminaire et de l'article 10, la cotisation établie par le présent accord se substitue notamment aux cotisations prévues dans les accords collectifs suivants :

Accord collectif territorial	Dispositions visées
Convention collective de travail du 26 octobre 1982 applicable aux exploitations de polyculture et d'élevage et de cultures légumières de plein champ des Côtes-d'Armor (IDCC 9221 – étendue par arrêté du 15 mars 1983)	Article 40
Convention collective de travail du 22 septembre 1981 des salariés des exploitations de polyculture, d'élevage et de maraîchage du Finistère (IDCC 9291 – étendue par arrêté du 12 mars 1982 – <i>Journal officiel</i> du 8 avril 1982)	Article 30-2
Convention collective de travail du 21 novembre 1985 des salariés et apprentis des exploitations horticoles et des pépinières du Finistère (IDCC 9292 – étendue par arrêté du 22 mai 1986 – <i>Journal officiel</i> du 30 mai 1986)	Article 53
Convention collective de travail des salariés des exploitations agricoles du Morbihan en date du 21 mai 1980 (IDCC 9561 – étendue par arrêté ministériel du 25 juillet 1980 – <i>Journal officiel</i> du 26 août 1980)	Article 29 <i>bis</i>
Convention collective de travail des exploitations d'horticulture et des pépinières en date du 16 novembre 1983 du département du Morbihan (IDCC 9562 – étendue par arrêté ministériel du 2 juillet 1984 – <i>Journal officiel</i> du 21 juillet 1984)	Article 30 <i>bis</i>
Convention collective du 13 juin 1991 concernant les entreprises de travaux agricoles et ruraux de Bretagne (IDCC 8532 – étendue par arrêté ministériel d'extension du 16 décembre 1991 – <i>Journal officiel</i> du 31 décembre 1991)	Article 51 <i>bis</i>